

Laïcité et visibilité de l'islam :

Les débats sur la visibilité de l'islam et sur la laïcité sont le plus souvent appréhendés à travers la « focale » identitaire. Changeons de perspective : au-delà de l'identité – une ou multiple, fermée ou ouverte –, il s'agit de poser la liberté individuelle comme but premier de l'engagement et de l'action politiques.

Sophie HEINE, politologue à l'université d'Oxford et à l'université libre de Bruxelles

Les approches les plus ouvertes, telles que les patriotismes civiques, les théories centrées sur la reconnaissance ou le multiculturalisme, n'échappent pas au biais du prisme identitaire lorsqu'on parle de visibilité de l'islam et de laïcité. Les solutions qu'elles donnent au phénomène de la visibilité croissante de signes religieux musulmans et leur définition de la laïcité s'inscrivent toujours dans le débat, typiquement identitaire, entre unité et diversité. Qu'elles se situent sur le pôle de l'unité, sur celui de la diversité ou tâchent de marier les deux, elles se caractérisent par une lecture avant tout identitaire de ces questions. Or, ce lien entre politique et identité est non seulement potentiellement pernicieux, mais n'est pas non plus nécessaire.

Si la laïcité républicaine insiste officiellement sur la neutralité de l'Etat en matière religieuse et sur les libertés individuelles de culte, d'expression et de conscience⁽¹⁾, elle postule aussi que l'Etat doit promouvoir une conception particulière du bien⁽²⁾. Selon cette acception devenue hégémonique, la laïcité est considérée comme l'un des marqueurs principaux de l'identité nationale, et comme le cœur de la conception du bien devant être promue par l'Etat⁽³⁾. Cette vision supérieure du bien passe par une idéalisation de la figure du citoyen abstrait, détaché de tous ses attachements

particuliers, et perçu avant tout dans ses vertus participatives. Une telle approche conduit à appréhender l'école comme un instrument de renforcement des vertus civiques, et de détachement des citoyens par rapport à leurs particularités concrètes⁽⁴⁾. Cette définition dominante de la laïcité comprend donc des tendances à la fois perfectionnistes et communautariennes. Elle est perfectionniste par le fait qu'elle confère à l'Etat la fonction de promouvoir une conception particulière du bien⁽⁵⁾, et communautarienne en ce qu'elle considère que la communauté politique n'est viable que si la communauté légale est recoupée par une communauté culturelle particulière⁽⁶⁾.

Une identité nationale ouverte ?

Dès lors, les discours contemporains sur la gestion de la diversité culturelle et religieuse sont soutenus par une approche identitaire ou morale du lien politique, plutôt que procédurale et instrumentale. L'interdiction du port du foulard dans l'école publique a ainsi mis en jeu des arguments s'opposant à la fragmentation culturelle, à la remise en question de la figure du citoyen abstrait et à l'affaiblissement de l'identité républicaine⁽⁷⁾. L'argument de l'égalité entre hommes et femmes a, quant à lui, servi de vernis libéral à un geste visant avant

tout à garantir l'homogénéité et la supériorité symbolique de la communauté nationale⁽⁸⁾.

Alors que le communautarisme insiste sur le partage d'une identité culturelle commune comme réquisit d'une communauté politique viable, l'approche libérale classique se contente d'affirmer que les institutions politiques doivent se fonder sur des principes politiques de justice⁽⁹⁾. Cette distinction courante en théorie politique est intéressante, mais insuffisante. Préconiser le partage de principes politiques comme cœur de l'association politique ne prémunit aucunement contre la rhétorique identitaire. Il existe en effet des approches patriotiques ouvertes qui ne sont pas immunisées contre les dérives typiques du communautarisme. Qu'ils l'ancrent dans des valeurs culturelles ou dans des principes démocratiques, les courants patriotiques posent problème avant tout parce qu'ils considèrent nécessaire de fonder les institutions et l'action politique sur une identité commune.

Ainsi, les « patriotes civiques »⁽¹⁰⁾ considèrent que l'identité nationale doit se fonder sur des principes démocratiques, inclusifs et ouverts, plutôt que sur des éléments ethniques ou culturels fermés, étroits et exclusifs. Certains recommandent même de fonder le patriotisme lui-même sur un principe de la « diversité

(1) S. Audier, *Les Théories de la république*, La découverte, 2004, p. 57-58.

(2) M. Gauchet, *La Religion dans la démocratie. Parcours de la laïcité*, Gallimard, 1998, p. 79-80.

(3) H. Goldman, *Le Rejet de l'islam : une souffrance républicaine*, Puf, 2012.

(4) V. De Coorebyter, *La Citoyenneté*, Dossiers du Crisp, n° 56, 2002, p. 37.

(5) J. Pélabay, « Participer à la démocratie européenne, cela s'apprend-t-il ? Soubassements, enjeux et limites de l'éducation à la citoyenneté européenne », in *Démocratie participative en Europe*, Presses universitaires du Mirail, n° 69, 2006, p. 45-46.

(6) J. Lacroix, *Communautarisme versus libéralisme. Quel modèle d'intégration politique ?*, Editions de l'université libre de Bruxelles, 2003, p. 161-162.

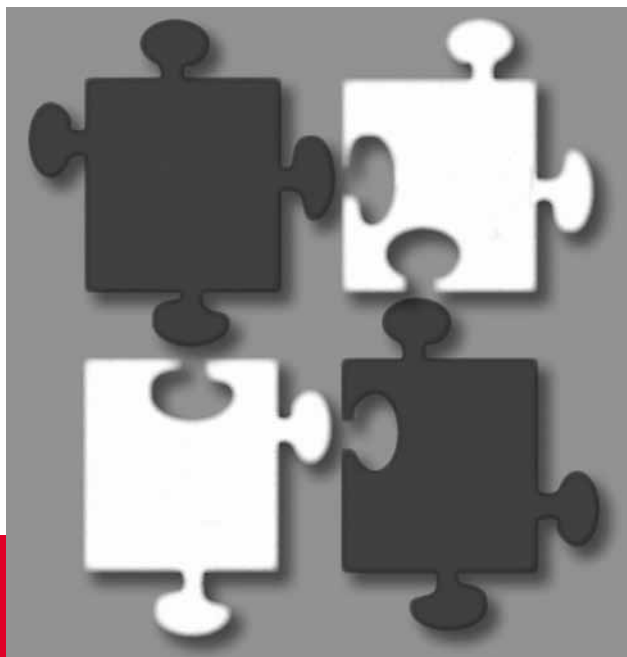
(7) S. Heine, « The Hijab Controversy and French Republicanism: Critical analysis and normative propositions », in *French Politics*, 2009, 7.

(8) C. Laborde, *Critical Republicanism: The Hijab controversy and Political Philosophy*, Oxford University Press, 2008, p. 8.

(9) Lacroix, 2003, *op. cit.*

(10) Dont certains pourraient aussi être qualifiés de « patriotes libéraux », puisqu'ils adhèrent à l'approche libérale du lien politique comme fondée sur des principes politiques plutôt qu'éthniques ou culturels.

de l'identité à la liberté



© DR

Les partisans du multiculturalisme se concentrent sur la possibilité, pour diverses conceptions du bien variées, de co-exister, plutôt que sur les valeurs devant les unir.

profonde», reconnaissant des droits collectifs à l'expression des spécificités culturelles ou religieuses⁽¹¹⁾. Mais malgré la nature progressiste et ouverte des principes les définissant, ces patriotismes ne sont pas exempts de dangers pour la liberté individuelle. Le problème des réponses patriotiques à la diversité culturelle ne réside pas tant dans leur contenu que dans leur affirmation intrinsèque selon laquelle une identité commune est indispensable pour garantir la démocratie et la justice sociale. Comme on peut le voir dans l'application d'un tel discours aux débats sur le foulard ou la visibilité de l'islam en France, le caractère progressiste de l'identité nationale revendiquée n'empêche pas que celle-ci puisse, dans les faits, conduire à stigmatiser ou à réprimer les libertés des minorités⁽¹²⁾. De fait, l'identification à une

communauté particulière va en général de pair avec la valorisation de cette dernière et la dévalorisation de certains «Autres»⁽¹³⁾. Le patriotisme en politique tend également à obscurcir les contradictions sociales et politiques internes, en les recouvrant d'une homogénéité illusoire, ce qui peut conduire à justifier le statu quo et à limiter les mobilisations opérées sur d'autres bases que culturelles⁽¹⁴⁾. Par ailleurs, les approches patriotiques «ouvertes» n'échappent pas non plus au perfectionnisme quand elles valorisent la participation démocratique comme un bien en soi, plutôt que comme un moyen au service de la justice sociale. L'instruction publique se voit alors accorder un rôle fondamental pour consolider les vertus participatives des citoyens⁽¹⁵⁾. Ce qui revient à défendre une vision supérieure de la vie «bonne»,

« Les « patriotes civiques » insistent sur la nature ouverte des principes définissant l'identité commune, tandis que les multiculturalistes mettent l'accent sur la diversité et le pluralisme des conceptions du bien. »

s'opposant à la liberté de chacun de mettre en œuvre ses propres conceptions du bien⁽¹⁶⁾.

La solution ne réside pour autant pas non plus dans les approches se situant de l'autre côté de la polémique et qui, dans une interprétation plus ouverte du libéralisme philosophique, insistent avant tout sur la reconnaissance de la diversité.

Approches fermées et ouvertes de la laïcité

Si l'approche dominante de la laïcité est communautarienne en ce qu'elle constitue un marqueur identitaire fort, instrumentalisé pour identifier et discriminer certains «Autres», les interprétations explicitement ouvertes de ce principe n'échappent pas totalement à la définition du débat en termes identitaires. Les partisans d'une laïcité ouverte mettent en effet l'accent sur le pluralisme et la diversité que devrait, selon eux, garantir ce principe. En termes rawlsiens – la théorie de John Rawls constituant toujours l'archétype de la vision libérale dominante –, les partisans du multiculturalisme et de la reconnaissance se concentrent sur la possibilité, pour diverses conceptions du bien variées, de co-exister⁽¹⁷⁾, plutôt que sur les principes ou valeurs devant les unir. Ils s'opposent donc autant au communautarisme républicain qu'aux patriotismes fondés sur des principes politiques ouverts. Leur libéralisme, acceptant et valorisant la diversité, commande une reconnaissance explicite des identités culturelles et religieuses.

Cette dichotomie entre une approche fermée de la laïcité, portée par des courants centrés sur l'unité, et une conception ouverte de celle-ci, visant la diversité, est problématique

(11) C. Taylor, *Multiculturalisme, différence et démocratie*, Editions du Cerf, Paris, 1994.

(12) De telles dérives peuvent émerger aussi dans le cas du patriotisme constitutionnel européen. Voir J. Habermas, *Sur l'Europe*, Bayard, 2006.

(13) H. Tajfel (éd.), *Differentiation between social groups: studies in the social psychology of inter-group relations*, Academic Press, 1978.

(14) K. Marx et F. Engels, *Selected Correspondence*, Progress Publishers, 1965, p. 236-237.

(15) Laborde, 2008, *op. cit.*

(16) Pélabay, 2006, *op. cit.*

(17) Rawls insiste quant à lui sur l'importance, pour que cette cohabitation fonctionne, d'un « consensus par recoupement ». Selon ce dernier, chacun devrait pouvoir, à partir du filtre particulier de sa propre conception du bien, adhérer aux mêmes principes de justice communs : J. Rawls, *Political Liberalism*, Columbia University Press, 2005 (1st éd. 1993).

dans la mesure où elle demeure prisonnière d'une appréhension identitaire de ces débats. Qu'il s'agisse de défendre la nécessité et la supériorité d'une identité commune ou la légitimité d'identités multiples, le débat se fait essentiellement sur des questions identitaires. Alors que l'opposition entre patriotes culturels et patriotes civiques s'inscrit dans un même schéma communautaire, postulant la nécessité de recouper les institutions politiques par une identité commune, quel que soit le contenu de celle-ci, l'antagonisme entre communautariens partisans de l'unité (englobant les deux premiers courants) et libéraux, favorables à la diversité, ne permet pas non plus d'échapper au prisme identitaire. En d'autres termes, même les approches officiellement progressistes de la laïcité et de la visibilité des minorités restent déterminées par l'opposition entre unité et diversité. Un libéralisme de la diversité ?

Un libéralisme de la diversité ?

Les « patriotes civiques » insistent sur la nature politique, démocratique et ouverte des principes définissant l'identité commune, tandis que les multiculturalistes mettent l'accent sur la diversité et le pluralisme des conceptions du bien. Si les conclusions sur des thèmes de discussion concrets peuvent varier – les premiers étant en général plus réticents face à la visibilité de l'appartenance religieuse, tandis que les seconds sont favorables à une plus grande reconnaissance des spécificités culturelles et religieuses des minorités –, le prisme identitaire commun passe, dans les deux cas, à côté de certains enjeux fondamentaux.

Même les approches centrées sur la diversité, comme celles favorables à la reconnaissance de droits culturels collectifs, n'échappent pas au prisme identitaire⁽¹⁸⁾. Outre le fait qu'elles

Une liberté effective impose d'aller au-delà du droit à exprimer sa culture ou sa religion. Pour être véritable, la liberté d'orienter sa vie comme on l'entend requiert une application pleine et entière des droits civils, politiques, sociaux et culturels.

(18) A. Margalit and M. Halberthal, « Liberalism and the Right to Culture », *Social Research*, vol. 61, n° 3, autumn, 1994, p. 491.

(19) Laborde, 2008, *op. cit.*, p. 152-154.

(20) P. Van Parijs, *The Rawls-Machiavelli Programme*, ECPR Essays, 2011.

(21) Je me distingue donc ici de Laborde, qui maintient une emphase toute républicaine sur le patriotisme : Laborde, 2008, *op. cit.*, p. 245-247.

(22) Cela rejoint la position des « féministes musulmanes », même si celles-ci lient aussi étroitement le port du foulard à leur identité musulmane. Voir à ce sujet M. Hamidi, « Le point de vue d'une féministe musulmane européenne », in *Existe-t-il un féminisme musulman ?*, L'Harmattan, 2007.

(23) N. Wolf, *The Beauty Myth. How Images of Beauty are Used Against Women*, Vintage Books, 1991 ; S. Heine, « Apparence physique : les femmes sont toujours perdantes », *Politique*, novembre-décembre 2011, n° 72.

tendent à négliger les autres conditions de la liberté – notamment en termes politiques et sociaux –, elles peuvent avoir pour effet contre-productif de réduire certaines libertés. En effet, la reconnaissance de droits collectifs non seulement risque de réifier et d'essentialiser les différentes cultures et de limiter leur évolution et transformation internes, mais elle peut aussi conduire à renforcer le pouvoir des leaders des groupes culturels en question, et, ainsi, potentiellement, affaiblir les membres les plus faibles de ces groupes comme, par exemple, les femmes. Or, il se peut que celles-ci interprètent leur culture ou leur religion d'une manière qui s'oppose aux intérêts et préférences des membres dominants du groupe⁽¹⁹⁾.

Pour échapper aux dérives potentielles des diverses positions présentées jusqu'à présent, il serait salutaire de distinguer plus nettement politique et identité. La légitimité du politique devrait devenir instrumentale plutôt qu'identitaire ou morale ou, autrement dit, reposer sur la satisfaction des intérêts des citoyens⁽²⁰⁾. Mettre la liberté réelle au cœur du politique pourrait permettre de rencontrer l'intérêt de chacun.

Contrairement au libéralisme politique et philosophique dominant depuis le « tournant identitaire », opéré tant en politique que dans les universités, la conception libérale privilégiée ici est donc spécifiquement axée sur la liberté individuelle. Certes, un pluralisme accru des valeurs et des identités serait l'une des conséquences d'une liberté effective, mais celle-ci impose d'aller au-delà du droit à exprimer sa culture ou sa religion. Pour être véritable, la liberté d'orienter sa vie comme on l'entend requiert une application pleine et entière des droits civils, politiques, sociaux et culturels, qui suppose une action publique volontariste.

Tout d'abord, loin de valoriser comme un bien en soi la participation civique d'un citoyen construit comme vertueux, une perspective libérale aboutie devrait faire de l'action politique un simple instrument au service de l'objectif de liberté individuelle. La démocratie devrait avant tout permettre aux citoyens d'influer, directement ou indirectement, sur les décisions politiques qui constituent le cadre de leur existence et ce, afin de garantir l'effectivité de leurs droits⁽²¹⁾.

La liberté individuelle comme objectif

En outre, pour un tel libéralisme de la liberté, il s'agit avant tout de faire en sorte que chacun puisse élaborer et réaliser la « conception du bien » de son choix. Dès lors, si le droit de pratiquer sa culture, sa religion ou son identité est fondamental, c'est moins parce qu'il dériverait de l'appartenance à un groupe culturel particulier que parce qu'il est indispensable à la liberté individuelle effective. Ainsi, porter le foulard doit relever d'un droit individuel des femmes musulmanes plutôt que d'un droit collectif découlant de leur appartenance à un groupe religieux ou culturel⁽²²⁾. Notons que ce qui se joue dans cette controverse concerne autant la liberté, pour toutes les femmes, de choisir leur apparence et leurs vêtements, que la liberté culturelle et religieuse. Bien entendu, il est difficile de démontrer que les femmes ou les jeunes filles choisissent réellement d'arborer le foulard, en particulier quand elles évoluent dans un milieu patriarcal. Toutefois, il est tout aussi controversé d'affirmer que les femmes occidentales sont entièrement libres de choisir leur apparence. Les canons de beauté dominants en Occident – véhiculant une image de la femme-objet, poussant à se découvrir plutôt qu'à se couvrir, à rester jeunes, minces et

sexy, voire à recourir à la chirurgie esthétique – constituent des contraintes extrêmement lourdes auxquelles les femmes peuvent difficilement échapper, et qui peuvent affecter leur estime d'elles-mêmes et leur capacité d'émancipation⁽²³⁾. Par ailleurs, dans les cas où le port du foulard est contraint et s'inscrit dans une oppression plus large, son interdiction ne résout nullement le problème de la domination masculine. L'interdiction peut même aggraver le phénomène de l'inégalité entre hommes et femmes, à partir du moment où elle conduit à reléguer dans la sphère privée les femmes portant un foulard. Garantir l'émancipation complète des femmes requiert au contraire des politiques sociales, économiques et politiques plus larges et volontaristes, qui donnent à toutes les femmes – musulmanes comme non musulmanes – les moyens de mener leur vie comme elles l'entendent.

De la légitimité de l'action politique

De manière plus générale, poser la liberté comme finalité du politique impose de prendre acte du fossé existant entre cet idéal et les rapports de domination existants. Ceux-ci découlent autant des discriminations fondées sur la culture ou la religion que des inégalités socio-économiques et de traitement entre hommes et femmes ou en fonction de l'orientation sexuelle. Pour que les individus soient réellement libres d'orienter leur vie comme ils l'entendent, ces diverses dominations doivent être sinon anéanties, du moins réduites substantiellement. Un tel objectif suppose de redonner aux pouvoirs publics la possibilité d'intervenir dans la société et dans l'économie ou, autrement dit, de réhabiliter la souveraineté au niveau national ou européen. Cependant, un tel regain de pouvoir politique devrait se faire sans

Garantir l'émancipation complète des femmes requiert des politiques sociales, économiques et politiques volontaristes, qui donnent à toutes les femmes les moyens de mener leur vie comme elles l'entendent.



(24) C'est l'un des éléments que je désapprouve dans la vision de Laborde (2008, *op. cit.*, p. 245-247), même si je partage son insistance sur les facteurs sociaux et politiques: *ibidem*, p. 236-237.

(25) Ainsi, le réformisme musulman porté par Tariq Ramadan, s'il défend une interprétation ouverte, flexible et démocratique de l'islam, n'échappe pas à la tendance communautariste liant politique et identité: T. Ramadan, *Islam, la réforme radicale. Ethique et Libération*, Presses du Chatelet, 2009, p. 34-38.

user en même temps d'une rhétorique identitaire⁽²⁴⁾. Comme on l'a dit, la légitimité de l'action politique devrait découler de sa conformité avec les intérêts et préférences des citoyens, plutôt que de l'appel à une identité particulière. Cela implique de contester toutes les formes de patriotismes, même quand ils se prétendent progressistes, ainsi que les approches multiculturalistes de droits collectifs qui tendent à réifier ou essentialiser les groupes culturels ou religieux. Dans une approche libérale radicale et cosmopolite, le politique doit avant tout rencontrer les besoins, préférences

et intérêts de chacun, au lieu de promouvoir une identité particulière. Cette mise en garde vaut autant pour les membres de la culture majoritaire que pour ceux des cultures minoritaires⁽²⁵⁾. Il s'agit, en définitive, de changer de focale: au-delà du prisme culturel ou identitaire, la liberté individuelle devrait devenir la fin ultime de l'engagement et de l'action politiques. Les identités collectives – qu'elles soient nationales, culturelles ou religieuses – ne devraient, quant à elles, pas disparaître, mais découler simplement de la liberté effective pour chacun de réaliser sa propre conception du bien. ●

Dans une approche libérale radicale et cosmopolite, le politique doit avant tout rencontrer les besoins, préférences et intérêts de chacun, au lieu de promouvoir une identité particulière.